

ALGER

Extrait du Alger républicain

الجزائر
الجمهورية
الجمهورية

<http://www.alger-republicain.com/Le-CISC-saisit-le-president-du.html>

20^e anniversaire de la victoire de la contre-révolution
en République Démocratique Allemande (RDA)

Le CISC saisit le président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel français

- Actualité politique internationale - Europe -

Date de mise en ligne : samedi 14 novembre 2009

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Protestation contre la campagne anticommuniste sur les médias publics. Le Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe (CISC)* saisit le président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel français. Il lui demande un droit d'intervention dans les médias au titre du pluralisme et du droit de réponse.

6 novembre 2009

"Monsieur le Président,

une indécente campagne totalitaire et grossièrement manichéenne de diffamation contre l'histoire, les idéaux et les militants du Mouvement communiste international, est actuellement menée ? l'occasion du 20e anniversaire de la rupture de la frontière berlinoise de la RDA. A notre connaissance, le CSA, pourtant chargé de faire régner le pluralisme sur les ondes, est resté silencieux devant cette infamie.

Tous les jours, ? chaque heure de la journée, sur toutes les chaînes privées et publiques payées par l'argent de tous les citoyens et de tous les consommateurs, est propagée une présentation caricaturale, foncièrement partielle et dénuée d'objectivité historique, des événements qui entourèrent l'érection puis la chute du mur de Berlin. Nul souci de montrer que ce mur, dont la signification tragique renvoie aux tensions planétaires des années soixante, fut érigé dans les conditions d'une guerre froide qui pouvait ? tout moment dégénérer en conflit nucléaire mondial. Rien ? notre connaissance, dans les présentations caricaturales qui ont été proposées jusqu'ici dans les médias, ne permet aux Français de savoir que la division de l'Allemagne résulta du refus des Occidentaux d'accepter la proposition soviétique de mettre en place une Allemagne unifiée, démilitarisée et sérieusement dénazifiée.

Rien qui permette de comprendre que le « mur » fut une réponse tardive de la RDA et du camp socialiste ? la tentative permanente de l'Occident de déstabiliser l'Allemagne socialiste. Rien qui permette de comprendre que la RDA était alors un pays pauvre, qui finissait de régler ses dettes de guerre ? l'URSS, alors que la RFA fut dispensée par l'Ouest de régler ses réparations et que le « miracle allemand » dut beaucoup au plan Marshall et ? la remilitarisation de l'Allemagne capitaliste en tant que pays de la « ligne de front » antisoviétique. Rien qui permette ? la jeunesse d'apprendre que la création de l'OTAN a précédé de loin celle du Pacte de Varsovie, de même que la création unilatérale de la RFA par ses occupants occidentaux, suivie du rattachement illégal de Berlin-Ouest ? la RFA capitaliste, a précédé et suscité la création de la RDA sur l'ex-zone d'occupation soviétique.

Rien non plus pour indiquer aux usagers du service public que les acquis sociaux, éducatifs, sanitaires, culturels (le pays de Brecht !) et civilisationnels de la RDA (égalité hommes/femmes garantie par l'emploi massif des femmes et par les crèches d'entreprise) étaient très importants : c'est pourquoi la majorité d'« Ossis » qui juge positivement le bilan du socialisme, n'est pas constituée de « nostalgiques » sentimentaux ; comme en Russie, où selon les sondages, 80% des citoyens jugent le « socialisme supérieur au capitalisme », ces Allemands de l'est comparent, expérience faite, ce que leur a apporté le capitalisme (chômage de masse, destruction acharnée de leur mémoire, disparition des solidarités, réunification vécue comme une annexion, chasse aux sorcières et licenciement pour délit d'opinion de milliers d'enseignants et de cadres « Ossis » remplacés par des « Wessis », « retraites de punition » pour les vétérans communistes, etc.) ? ce que leur assurait le socialisme en matière de solidarité sociale.

Et cela ne signifie pas qu'ils ferment les yeux sur les manquements, contradictions, défauts et déformations (E. Honecker a livré ses propres analyses sur ce point dans ses « Moabiter Notizen ») dont ce socialisme de première génération fut porteur dans les conditions très difficiles que l'Occident lui a constamment faites (course aux

armements incessante, concurrence entre deux camps inégaux du point de vue de la puissance économique, pression anticommuniste permanente, pression permanente sur Berlin qui était la « ville-front » où s'affrontaient le plus directement le système capitaliste et le système socialiste).

Nous sommes tout spécialement outrés de la décision des chaînes publiques de transformer le lundi 9 novembre en lundi brun de l'anticommunisme d'Etat obligatoire : ce jour-là, en tout « pluralisme anti-totalitaire », les auditeurs auront le « choix » entre l'anticommunisme et l'anticommunisme, toutes les chaînes offrant le même programme. Jamais dans ces ex-pays socialistes qu'on accuse de totalitarisme on n'est allé si loin dans le conditionnement idéologique. Cette charge totalitairement anticommuniste contre le « communisme totalitaire » serait risible si elle ne cachait une entreprise continentale de criminalisation du communisme, de chasse aux sorcières et de réhabilitation insidieuse du fascisme, qui prend de l'ampleur dans toute l'Europe supranationale et dans nombre d'Etats de l'UE, dont la France. On assiste en effet ces derniers temps, sans que les médias en disent rien, à la mise en place de lois scélérates amalgamant le communisme au nazisme, quitte à banaliser le second tout en avilissant le premier. Ce n'est pas seulement une insulte aux Soviétiques (près de 30 millions !), et spécialement de communistes soviétiques, qui donnèrent leur vie pour permettre à l'Armée rouge d'écraser les nazis, de prendre seule Berlin et d'y faire flotter le drapeau rouge, mais c'est une injure aux communistes français qui moururent par milliers pour libérer la France des nazis, et dont de nombreux monuments portent trace de Chateaubriand au Mont-Valérien en passant par la Citadelle d'Arras.

C'est aussi une insulte aux victimes du génocide hitlérien qu'il est indigne de banaliser et dont maint survivant doit la vie aux libérateurs de l'Armée rouge. C'est une insulte aussi le Général De Gaulle qui déclara en 1966 : « les Français savent que la Russie soviétique a joué le rôle principal dans leur libération ». Enfin, c'est une menace pour les libertés car à l'abri de cette campagne de négation de l'histoire, qui permet à Hitler de prendre une revanche posthume sur les « rouges » allemands qui furent ses opposants les plus déterminés, des mesures liberticides sont prises partout, ou sont sur le point d'être prises dans l'Europe de Maastricht, pour réprimer les partis communistes. A terme de telles mesures menaceront toute opposition à l'U.E., toute forme de syndicalisme de classe, toute forme de militance anticapitaliste, comme c'est déjà le cas en ex-RDA, en Hongrie, en Tchéquie, dans les pays baltes où les ex-Waffen SS bénéficient de la complaisance scandaleuse des autorités. Et quand chez nous on honore Guy Moquet, c'est en cachant aux lycéens qu'il fut réprimé en vertu de lois anticommunistes antérieures à l'Occupation (le décret Sérol), du même genre que celle que voudraient raviver en Europe des dirigeants italiens ouvertement nostalgiques de Mussolini.

De manière plus générale, comme de très nombreux citoyens, nous sommes excédés par ces campagnes médiatiques harcelantes qui durent des semaines et où un seul thème bien-pensant est martelé en violation du droit à la différence, à la pensée libre et au droit de chacun d'entendre des arguments contradictoires pour forger sa propre conviction politique. Qui donc décide en haut lieu que pendant des semaines on martèlera sur les ondes, tantôt que le communisme est intrinsèquement pervers, tantôt (après le 11 septembre) que « nous sommes tous américains », tantôt que les Français doivent toutes affaires cessantes se passionner pendant des jours aux présidentielles américaines, etc. Qui décide d'embrigader ainsi notre jeunesse ? Trouverait-on en haut lieu que cette jeunesse est encore trop rebelle, trop anticapitaliste et insuffisamment « européenne » comme elle l'a certes montré lors du référendum de mai 2005, des luttes anti-CPE et des européennes... ? Quand les médias se décideront-ils à laisser les gens penser par eux-mêmes au pays de Descartes ?

Qu'est-ce qui fait que, par ex., on consacre des milliers d'heures d'émission à sens unique au mur de Berlin alors qu'on évoque à peine, et sans les dénoncer franchement, ces "murs de la honte" bien réels et très actuels qu'ont érigés les puissances dominantes du monde capitaliste- : mur construit par Israël pour ghettoïser le peuple de Palestine, mur érigé pour empêcher la réunification pacifique des deux Corée, barbelés séparant les riches USA des pauvres du Mexique, murs invisibles protégeant « l'Europe-forteresse » des « dangereux immigrés » qui fuient la faim créée chez eux par les spéculateurs du monde capitaliste...

Pourquoi ce « deux poids, deux mesures » permanent sinon parce que les grands médias ne défendent pas les droits de l'homme, mais le CAPITALISME ?

Dans ces conditions, nous exigeons, en tant que citoyens ayant droit ? la libre expression de leurs opinions, que l'opération totalitaire de lundi 9 novembre (une journée entière sur le mur de Berlin avec programme unique et ? sens unique de toutes les radios de Radio-France !!!), soit annulée et qu'un débat contradictoire et « ? armes égales » soit organisé ? une heure de grande écoute sur les médias publics ? propos du bilan comparatif du « socialisme réel » et de la restauration capitaliste ? l'Est. Et qu'on n'inverse pas les choses en disant que notre modeste organisation, constamment censurée ou caricaturée depuis sa fondation, appelle ? la censure : **elle appelle au contraire au respect du PLURALISME et ? la RUPTURE DE LA CENSURE qui frappe les communistes** (exceptés ceux qui font profession d'autoflagellant !).

Nous demandons aussi que l'un ou plusieurs d'entre nous soi(en)t invité(s) ? une heure de grande écoute lundi 9 novembre pour présenter le « livre noir de l'anticommunisme » édité par notre comité avec la participation de plusieurs PC : au nom de quoi les auteurs très controversés du « livre noir du communisme » (sic) bénéficieraient-ils d'un quasi-monopole d'expression ? Y aurait-il une vérité historique officielle en France ? Et qu'on ne nous dise pas que le harcèlement médiatique anticommuniste est mené sous le contrôle scientifique d'historiens au-dessus de tout soupçon : ? **notre connaissance, aucun historien NON ANTISOVIETIQUE n'a été récemment accueilli sur les chaînes** ; ? aucun moment on n'a entendu ? une heure de grande écoute d'anciens dirigeants NON REPENTIS de la RDA évoquer leur bilan. Qu'est-ce donc que ce procès anticommuniste permanent où la parole n'est jamais accordée qu' ? l'accusation, sauf ? dose homéopathique et en dehors des heures de grande écoute ?

Nous demandons aussi que les médias permettent ? ses organisateurs d'annoncer le rassemblement du 7 novembre ? Paris ? 15 heures, devant le métro Stalingrad, en l'honneur du 92e anniversaire de la Révolution d'Octobre et avec le soutien du PRCF, de l'URCF, du RCC, de G. Hage, de dirigeants locaux ou nationaux du PCF, et la participation des PC de Grèce, de Cuba, d'Algérie, du PC Brésilien, des défenseurs allemands du Mémorial Ernst Thälmann, le président du KPD assassiné par les nazis, un monument dont le démontage est en cours.

Cela ne compensera pas pour autant l'énorme déséquilibre médiatique qui est créé pour discréditer le communisme ? une époque où le capitalisme fait chaque jour un peu plus, y compris dans notre pays, la preuve de sa nocivité pour les acquis sociaux, l'emploi, les conditions de vie des travailleurs, le pouvoir d'achat populaire, la souveraineté des peuples, les libertés et la paix.

On connaît le mot célèbre : « quand ils s'en sont pris aux communistes, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste... Quand ils ont arrêté les Juifs, je n'ai pas bougé, je n'étais pas juif (...) ; quand ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne pour me défendre »... Que nul ne dise ? nouveau un jour qu'il ne savait pas, surtout parmi ceux qui sont payés pour défendre le pluralisme et la liberté et qui propagent en réalité jusqu' ? l'écoeurement la « pensée unique » anticommuniste.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre vigilance indignée."

Pour le CISC, V. Flament et G. Gastaud, avec le soutien de Landini Léon - Officier Lég. d'honneur - Méd. de la Résistance - Grand Mutilé de Guerre - décoré par L'URSS - Officier FTP-MOI. Roussel René - Chev. Lég. d'Honneur - Méd. de la Résistance - Croix de Guerre - Resp. cadres FTP Zone Sud - Liquidateur Nat. auprès du ministère des Armées du Front National pour la Libération de la France - des FTPF et FTP-MOI. Tchakarian Arsène - Chev. de la Lég. d'Honneur - Croix de Guerre - Compagnon de Manouchian aux seins des FTP-MOI de la RP. Pranchère Pierre, a. député, a. FTPF des Maquis de Corrèze ; Hage Georges, a. député du nord ; Hemmen Jean-Pierre, fils de Jean Hemmen membre du C.C. des J.C., commissaire pol. des Brigades Internationales, commandant FTPF fusillé au

Le CISC saisit le président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel français

Mont Valérien (médaille de la Résistance, médaille de C.V. de la Résistance ? titre posthume).

***Président national du CISC** : Désiré Marle, prêtre-ouvrier, ancien délégué syndical des Laminoirs de Lens, 11 rue Desrousseaux, 62320 Rouvroy-sous-Lens.

Présidence du Comité de parrainage : Henri Alleg, militant anticolonialiste, Margot Honecker, militante anti-nazie, ex-ministre de l'Education nationale de la RDA, Mumia Abu-Jamal, journaliste afro-américain des droits civiques scandaleusement condamné ? mort par la justice raciste de Pennsylvanie, Georges Hage, ancien député du nord et ancien doyen de l'Assemblée nationale française.